

Le recours à la violence peut-il s'avérer payant et faire reculer un pouvoir ?

Entretiens : **Pierre Havaux**

Jean Vandewattyne, sociologue du travail (UMons, ULB, Groupe d'analyse des conflits sociaux)

La France, poudrière sociale. Quand l'impuissance de la rue face à l'intransigeance du pouvoir n'exclut plus la voie de la violence.

La contestation gagne-t-elle en violence, au vu des manifestations parfois houleuses contre la réforme des retraites ou des durs affrontements autour de projets de mégabassines en France ?

Je ne suis pas sûr que le durcissement de la contestation auquel on assiste se traduise systématiquement par une violence qui serait plus forte ou plus intense que celle des années 1970 ou 1980. La société de l'image dans laquelle nous vivons, où réseaux sociaux et professionnels de l'information au sein des médias traditionnels mettent l'accent sur la violence dans la contestation, lui donne un poids qui a pour effet de minimiser la dimension pacifique des mobilisations sociales. Prudence, donc. En revanche, on observe une radicalisation des enjeux, notamment ceux liés à la question du travail

et à l'environnement. On se trouve face à des perspectives du présent et du futur très sombres et très anxiogènes qui peuvent alimenter une radicalisation des actions.

Le pouvoir, par une attitude jugée intransigeante, est-il en train de nourrir l'émergence d'un droit de se sentir en état de légitime violence ?

Je préfère parler d'un état de légitime défense plutôt que d'un état de légitime violence. Ne rien faire face aux enjeux actuels devient problématique, la passivité ou l'indifférence en viennent à pouvoir être considérées comme des formes de violence.

La radicalisation n'est-elle pas une conséquence logique de formes orthodoxes de contestation qui seraient en train de montrer leurs limites ?

Nos sociétés se sont construites dans la violence, elles se sont aussi pacifiées et régulées en mettant en place des institutions et des dispositifs de concertation générateurs de compromis en guise de solutions aux conflits. Mais ces institutions se trouvent, en quelque sorte, dépassées. Elles présentent des défaillances à la lumière des enjeux actuels qui deviennent, notamment pour les jeunes, une question même de survie

quand on pense, par exemple, aux enjeux climatiques. Refonder un compromis social autour d'un projet de société qui favorise les solidarités est, à mon sens, un impératif majeur.

Les courants politiques qui plaident pour réduire le poids des syndicats seraient bien inspirés d'y réfléchir à deux fois avant de vouloir se passer de leur rôle d'amortisseurs de la colère populaire ?

Chercher à affaiblir les organisations syndicales qui, historiquement, ont réussi à canaliser les mécontentements, à les transformer en revendications et en amélioration des conditions de vie du monde du travail, revient effectivement à commettre une lourde erreur politique. La volonté, portée par le discours d'une droite néolibérale, de déconstruire ces corps intermédiaires au profit d'une collection d'individus, ne pourra que favoriser une contestation incontrôlée et les luttes des uns contre les autres.

Opposer le monopole de la violence d'Etat, la seule légitime, à la violence forcément illégitime des luttes sociales, est-ce mal poser le débat ?

Oui. Toute violence d'Etat n'est pas en ...



BELGA IMAGE

... soi légitime. Ce qu'il faut questionner, c'est la nature de l'Etat en question, du régime en place. La violence symbolique que peut représenter un jet de sauce tomate lancé par des jeunes activistes climatiques sur une œuvre d'art, par ailleurs protégée, ne doit pas être, selon moi, d'emblée discréditée. Ce genre d'action ne relève pas d'une confrontation physique ouverte mais elle traduit un désarroi de ne pas être entendu. Je trouve que certains comportements présents au sein de la classe politique participent aussi d'une violence, une violence, en quelque sorte, en col blanc, beaucoup plus problématique et dévastatrice. C'est notamment le cas en Belgique avec cette incroyable affaire de compléments de pension indûment versés à d'anciens présidents de la Chambre et, peut-être, du Sénat. De tels faits ne peuvent qu'alimenter la défiance des citoyens à l'égard du monde politique.

La disqualification de la contestation par les agissements de « casseurs » ne fait-elle pas de ceux-ci les alliés objectifs du pouvoir ?

En l'occurrence, dans le cas français, ces agissements permettent surtout à un ministre de l'Intérieur de se mettre en valeur. Il y a un usage, une instrumentalisation politique de ces violences qui conduit à s'interroger sur la capacité à créer du vivre-ensemble. La brutalité des forces de l'ordre dans ce contexte est particulièrement interpellante. Dans une certaine mesure, on est en droit de se demander si l'effet recherché n'est pas de provoquer plus de violence encore, de manière à pouvoir plus aisément discréditer les mobilisations sociales. Le fond de l'air, à travers les peurs et les imaginaires, est plutôt favorable à des postures plus autoritaires.

Un sentiment, sinon la conviction, que la violence peut payer et faire reculer un pouvoir est-il en train de s'ancre ?

Face au discours anxio-gène, à l'incapacité du monde politique à se montrer à la hauteur des enjeux, face à l'inertie ambiante, ce raisonnement a une certaine cohérence et peut trouver écho auprès de certains. Mais encore une fois, de quelle violence parle-t-on ? Occuper un rond-point, dégonfler les pneus de véhicules SUV, relèvent selon moi davantage d'actes de désobéissance civile que d'une violence frontale. Les violences frontales entre manifestants et forces de l'ordre en marge de la contestation liée à l'installation de mégabassines en France renvoient à un enjeu fort, vécu de manière intense par des



Jean Vandewattyne
« Le fond de l'air, à travers peurs et imaginaires, est plutôt favorable à des postures plus autoritaires. »



Marc Cools
« Je ne crois pas à l'instrumentalisation, par l'Etat, des casseurs dans le cadre d'une stratégie de la tension. »

jeunes qui veulent faire bouger les lignes contre une forme d'agriculture industrielle prédatrice de ressources naturelles. Qualifier ces affrontements d'écoterrorisme est un jeu dangereux qui relève en France du bras de fer verbal entre la droite et l'extrême droite. Là encore, la pratique journalistique, en mettant en exergue ces affrontements, tend à invisibiliser d'autres comportements et choix de nombreux jeunes, et de moins jeunes également, qui s'investissent dans des projets porteurs de sens.

L'enjeu, notamment climatique, sur fond d'ambiance de fin prochaine de l'humanité, rend-il inévitable une escalade dans la confrontation avec le pouvoir ?

Tout dépendra de la capacité de nos sociétés à répondre aux enjeux majeurs qui, pour une partie de la population, relèvent désormais d'une question de survie. Force est de constater qu'aujourd'hui, pour de nombreux jeunes, les réponses apportées par le monde politique ne sont pas à la hauteur des défis à relever. De manière plus globale, on ne peut qu'être interpellé par la place occupée par la violence dans les séries télé et les jeux vidéo. Tout se passe comme si la violence était un comportement social banal, un moyen unique de résoudre des problèmes et de trouver des solutions.

Marc Cools, criminologue (UGent, VUB)

Faux procès ou vraie question, la brutalisation des interventions policières alimenterait la spirale de l'escalade dans la contestation.

La contestation sociale gagne-t-elle en violence, comme elle le donne à penser en France ?

D'une manière générale, nous assistons à un réel changement dans le visage qu'offre la contestation, qu'elle se situe sur le terrain social, politique ou économique. Nous sommes passés de formes de contestation de nature essentiellement idéologique à des manifestations ou des émeutes liées à des enjeux très concrets comme le futur des pensions ou une hausse des prix de l'énergie. Le mouvement des gilets jaunes, en France, est illustratif de cette évolution. La dimension violente des mouvements protestataires change aussi de visage : aux métallos ou aux mineurs d'autrefois se substituent des groupes ou des bandes de

casseurs, d'extrême gauche ou d'extrême droite, dont le seul but est la provocation violente qui produit un effet d'entraînement sur la masse des manifestants. En ce sens, la violence dans la contestation se professionnalise.

Assiste-t-on à l'émergence d'un droit de se sentir en état de légitime violence ?

On observe ce phénomène dans l'activisme climatique ou dans le mouvement Black Lives Matter. Ils intègrent la vision d'une violence légitime qui se traduit par des actions visant des œuvres d'art dans les musées, le dégonflage des pneus de SUV ou le déboulonnage de statues.

Face à cette radicalisation, la violence d'Etat n'est-elle pas en train de dériver par une brutalisation dénoncée des interventions policières ?

Je ne parlerais pas de dérive ou de dérapage mais d'un durcissement. A ce propos, la Belgique se distingue de la France en matière de maintien de l'ordre. Chez nous, la responsabilité première de la gestion du maintien de l'ordre relève du bourgmestre et de sa police communale, dans une approche de « policy community » qui ménage une marge de dialogue et de négociation avec les manifestants. Au besoin, appel peut être fait à la police fédérale. En France, au contraire, ce sont avant tout les CRS, force policière spécialisée dans le maintien de l'ordre, dotée d'un équipement et d'une approche plus militaire, qui entrent en action. Il s'agit là d'un modèle unique en Europe, hérité de l'histoire de France, pays des droits de l'homme mais aussi d'éruptions de type révolutionnaire contre le pouvoir comme on l'a vu lors de la guerre d'indépendance de l'Algérie ou de mai 68. Ces CRS, au service d'un Etat fort et centralisé, adoptent une approche plus rude. Ce modèle policier français contribue à une cristallisation de la violence mais je n'y vois pas de dérive et si tel était le cas, cette dérive se situerait des deux côtés.

Le rôle des smartphones et des réseaux sociaux dans la médiatisation d'une contestation violente des événements fait-il office de miroir déformant d'une réalité contestataire ?

Ils sont devenus un outil efficace, à la fois de mobilisation mais aussi de diffusion d'incidents ou d'émeutes et représentent de ce fait un facteur de montée des tensions et de radicalisation avec lequel les forces de l'ordre doivent composer.

La disqualification d'une contestation par l'action de « casseurs » ne fait-elle pas de ceux-ci les alliés objectifs du pouvoir ? On peut s'étonner de l'incapacité de l'appareil répressif à les neutraliser avant qu'ils n'agissent, à l'instar de ce qui a pu se faire avec les hooligans au football...

Je ne crois pas du tout à l'instrumentalisation par l'appareil d'Etat des casseurs dans le cadre d'une stratégie de la tension. Ce soupçon relève de la théorie complotiste. L'identification de noyaux durs, mouvants, bien organisés et qui opèrent masqués, reste une tâche policière difficile à mener à bien.

Une certaine adhésion à un recours à la violence comme moyen de faire reculer le pouvoir gagne-t-elle du terrain dans la société ?

On évolue, en Belgique, dans un contexte où les structures de l'Etat sont de moins en moins capables d'absorber un mécontentement ambiant croissant et une colère permanente qui se focalisent sur des enjeux très concrets, qu'il s'agisse de la disparition des distributeurs automatiques d'argent, de la hausse des prix de l'essence ou de réalités économiques incontournables comme l'inflation. Ce sentiment généralisé de ras-le-bol peut pousser à manifester une certaine compréhension pour ceux qui empruntent la voie de la radicalisation violente.

La contestation s'engage-t-elle dans une logique d'escalade dans la confrontation ?

Oui et on peut distinguer trois phases dans une escalade : un passage de la radicalisation dans les esprits à un extrémisme qui n'exclut plus le recours à la violence, puis au terrorisme comme on l'a connu en Belgique dans les années 1980 avec les Cellules communistes combattantes ou le Front révolutionnaire d'action prolétarienne. Je dirais que le mouvement radicalisé se situe ou approche aujourd'hui du niveau 2 sur cette échelle et que le niveau 3 ne peut être exclu.

Et à la fin, ce sont toujours les forces de l'ordre qui gagneront ?

Sauf dans un contexte révolutionnaire, situation extrême qui reste toujours exceptionnelle. La toile de fond actuelle n'est pas sans rappeler les conditions de l'effondrement de la république allemande de Weimar dans les années 1930 où libéraux, socialistes et chrétiens se disputent le centre de l'échiquier politique tandis que les extrêmes, de gauche et de droite, progressent. ●

Dixit

« Aucune des avancées sociales n'a vu le jour à la suite d'une volonté philanthropique et spontanée du législateur et du patronat. »

Francine Bolle, historienne des luttes sociales (ULB), lors du webinaire « Violence sociale, violence d'Etat en démocratie » du CAL de la Province de Liège, le 27 mai 2021.

« La violence des manifestants ne se présente plus comme agressive mais comme réactive, répondant à une violence institutionnelle. »

Xavier Crettiez, politologue (université de Versailles – Saint-Quentin-en-Yvelines), dans *Le Monde*, le 30 mars.

« La contestation sociale qui touche nos systèmes à leur cœur semble de plus en plus traitée comme une déviance qui mériterait un traitement répressif "d'exception". »

Tribune d'un **collectif d'universitaires** (ULB – ULiège – UCLouvain – UMon) parue dans *La Libre Belgique*, le 24 octobre 2019.